



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle 12 au 18 février 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

VAGUES D'INSECURITE A MADAGASCAR

Du Nord au Sud en passant par l'Est et l'Ouest, il n'y a pas un seul jour sans que les médias audiovisuels rapportent dans leur édition des cas d'insécurité. Ce qui s'est passé dans le grand port ces derniers temps a particulièrement retenu l'attention : kidnapping, vols, meurtres. Aussi, l'association des députés élus dans la région Atsinanana interpelle le pouvoir central sur la recrudescence des actes de barbaries perpétrées par les bandits à Toamasina. Ils craignent en effet une implosion sociale face à cette insécurité et à la recrudescence de la corruption et du chômage. Les responsables de la sécurité à Toamasina ont affirmé que des mesures de sécurité strictes seront appliquées dès à présent. En effet, les éléments de la police nationale et de la gendarmerie seront déployés dans les quartiers les plus chauds. Cette décision a été prise, après la réunion entre les responsables de la sécurité dans la ville du Grand Port et le secrétaire d'Etat en charge de la gendarmerie nationale, le général Paza Didier Gérard. Les stations se montrent alarmantes en rapportant également des cas d'insécurité dans d'autres localités.

« Qu'en est-il de la suite de l'affaire kidnapping à Toamasina » interpelle Michel Ralibera pour ouvrir le débat dans l'émission « Sehatra ho an'nymphaino » de la radio ANTSIVA. Aux dernières nouvelles, les prévenus ont été séparés après leur audition. L'animateur dénonce le silence sur l'affaire, pourtant prise en main par la Présidence. Il craint en effet que les réels cerveaux de l'affaire ne veuillent encore cacher quelque chose. « Qui est le réel cerveau de cette affaire ? » martèle le chroniqueur qui reste convaincu que les personnes arrêtées ne sont que des boucs émissaires. Une fois encore, l'animateur part de cette situation pour sensibiliser les auditeurs sur le réel besoin de Madagascar : un changement structurel, qui est la base même de la politique initié par Edgard Razafindravahy. Pour le cas d'Antananarivo, il y a eu une série de cambriolage à Ankorondrano. Trois demeures ont été successivement cambriolées par les bandits. ANTSIVA évoque le cas du catéchiste anglican à Andravoahangy. Le chef fokontany ainsi que les agents de sécurité sur les lieux ont soutenu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





que les brigands étaient des anciens prisonniers. Certains d'entre eux figurent parmi ceux qui ont bénéficié de la grâce présidentielle.

Lors du JP de la **FREE FM**, le député élu à Befotaka déplore la recrudescence de l'insécurité dans sa circonscription qui vient d'être victime d'une attaque d'une centaine de dahalo. Comme solutions, il propose la revue à la hausse de l'effectif des éléments des forces de l'ordre, l'affectation d'un hélicoptère, la mise en place d'un pylône de télécommunication dans la région et la création d'emplois. 300 zébus ont été aussi dérobés par les Dahalo dans le village de Maliorano dans le district de MidongyAtsimo, rapporte le député élu dans la circonscription, entend-on sur **KOLO TV**. Le réseau des 16 bandits ayant terrorisé Morondava a été démantelé par la police nationale, informe la **RNM**. **MATVs** s'orientent plutôt vers la solution proposée par le gouvernement pour lutter contre l'insécurité. Les organisateurs du séminaire national sur la réforme du secteur sécurité comptent beaucoup sur la Réforme du secteur sécurité qui sera mise en vigueur à partir de cette année. Les membres du CTO RSS ont livré un rapport à Anosy le 12 février, il semble que l'un des grands chantiers consistera à coordonner tous les acteurs œuvrant dans le secteur sécurité.

POLITIQUE

LE REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL : INFO OU INTOX

La question de remaniement est devenue récurrente notamment après la mise en place des sénateurs et l'élection des membres du Bureau permanent du Sénat. Il n'y a pas d'informations précises mais la plupart des médias se basent sur des rumeurs devenues « persistantes » pour parler de l'imminence d'un remaniement gouvernemental. Certains médias avancent des dates plus ou moins précises et des noms susceptibles d'occuper certains postes, d'autres en profitent pour critiquer les actions de quelques ministres ou mettre en doute la capacité du Premier ministre à prendre en mains les affaires nationales. On entend souvent dans les reportages que « le remaniement gouvernemental s'opérera dans les prochaines 48 heures ou ce week-end, selon les indiscretions. Une réunion d'urgence s'est tenue à Mahazoarivo, des ordres d'arrêter les affaires jugées moins importantes ont même été formulées. »

« Assisterons-nous à un remaniement demain ? » se demande **ANTSIVA** dans « Sehatra ho an'nympihaino ». Michel Ralibera colporte les rumeurs selon lesquelles certains ministres seront nommés ambassadeurs. Il rebondit sur le sujet en soulignant que ces places devraient pourtant revenir aux sortants de l'ENAM. Il relaie également les bruits selon lesquels, le Premier Ministre aurait été limogé dimanche mais il aurait refusé de quitter son poste. Annick Raherimanana, de son côté, dénonce l'incompétence du Premier ministre Jean

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Ravelonarivo dans sa chronique. « Aucune de ses promesses n'a encore été concrétisée depuis le début de son mandat (...) il n'a aucun charisme » souligne la journaliste en citant par exemple l'échec de la lutte contre la corruption. Elle colporte par ailleurs les rumeurs selon lesquelles le chef du gouvernement ne serait pas en bon termes avec le Président de la République de Madagascar (PRM). Elle dénonce également le silence des députés qu'elle accuse d'être corrompus. La chroniqueuse critique ouvertement l'opportunisme d'Eric Rajaonary et de Paraina Auguste qui selon elle, veulent s'accaparer les rênes de Mahazoarivo. Elle rappelle en effet qu'il faut non seulement un solide background mais présenter en sus un programme bien ficelé, recevant l'adhésion de l'Assemblée Nationale, pour occuper ce poste. **TV PLUS** se lance aussi dans la diffusion des rumeurs en disant que « les députés s'apprêteraient à lancer une motion de censure à l'encontre du gouvernement. D'ailleurs selon une source, le gouvernement Jean Ravelonarivo démissionnerait au plus tard ce vendredi. »

VIVA TV sort aussi ses griefs en disant que le gouvernement est incompetent, du fait que plusieurs ministres ont fait l'objet de vives critiques, notamment la ministre de la population Onitiana Realy qui n'a apporté aucune solution au kere dans le Sud, le ministre de l'énergie Horace Gatien, qui n'a pas résolu le délestage, ou encore le ministre de l'environnement qui n'a rien apporté dans la lutte contre l'exportation de bois de rose. Ce gouvernement sera une nouvelle fois constitué sans respecter l'article 54 de la Constitution. Quoi qu'il en soit, l'on est en mesure de penser que le régime actuel est toujours sous le joug de la communauté internationale, car cette dernière ferait pression sur la Présidence pour la composition du nouveau gouvernement, opine le journaliste.

Interviewé par la **Radio ANTSIVA**, Eric Rakotomanga de l'AKFM pense qu'un remaniement du gouvernement n'avancera le pays en rien. Madagascar a besoin d'un nouveau système politique. Il est convaincu que le pays n'avancera jamais tant que les dirigeants choisissent d'être dépendants de la CI. Il insiste sur le renforcement de la souveraineté nationale. Une nouvelle fois, Michel Ralibera a énuméré les nombreux dysfonctionnements dans la gestion des affaires nationales, (promesses vaines des dirigeants, élargissement du secteur informel, non-respect de la Constitution par le Président de la République) pour ouvrir le débat dans l'émission « Sehatra ho an'ny mpihaino ». La majeure partie des auditeurs entrés en direct se sont ralliés au constat de Michel Ralibera et ont dénoncé l'incompétence des dirigeants. Certains auditeurs sont découragés par les pratiques politiques à Madagascar. Ils ne sont pas sûrs qu'un remaniement du gouvernement puisse changer la situation. Ils militent ainsi pour la démission du Président de la République de Madagascar. Dans la chronique du JP, Annick Raherimanana, a colporté les rumeurs selon lesquels certains ministres seraient en train de mener des lobbyings auprès des députés, voire d'acheter le soutien des députés, pour garder leur siège. Elle fait également remarquer que les premiers ministrables sont déjà en train de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



mener des campagnes médiatiques en se créant des « comités de soutien ». Dans tous les cas elle estime que le PRM doit en ce moment être sous pression. Elle rappelle cependant que malgré les calculs politiques « seule la Communauté internationale aura le dernier mot ». Des proches collaborateurs du PRM n'apprécient pas que le PM actuel reste à la tête du gouvernement. Ce dernier, en effet aspirerait à être candidat aux élections présidentielles de 2018. Une opinion partagée par KOLO TV.

LaFREE FMs'est aussi étalée sur le sujet tout en privilégiant l'avis de la chroniqueuse et non moins présidente du parti Freedom. Selon elle, un remaniement aurait dû avoir lieu depuis longtemps, si le PRM veut garder le PM, il aurait pu changer les autres membres du gouvernement. Ecouter la voix du peuple serait l'ultime chance pour le Chef d'Etat. Et tant que parti politique, le Freedom a la vocation de s'accaparer du pouvoir. Aussi, « si nous venons à être appelés à intégrer le gouvernement, nous y répondrons favorablement dans la limite où cela ne va pas à l'encontre des principes qui régissent notre parti », souligne-t-elle.

ECONOMIE ET SOCIETE

BILAN DES PLUIES DILUVIENNES DANS LA CAPITALE

La plupart des bas-quartiers de la capitale sont inondés depuis les quelques jours de pluies, du fait que les canaux d'évacuation sont insuffisants par rapport à la quantité d'eau déversée, d'autant plus que certains canaux sont bouchés par les ordures. Anosipatrana, Ampangabe, Ampasika, AndavamambaAnjezika, Manarintsoa Est, AmpefilohaAmbodirano ou encore 67Ha sont les quartiers les plus touchés. Cette inondation pourrait générer des maladies et fragilise la fondation de certaines maisons. Quatre personnes ont trouvé la mort, l'une d'entre elles, une fillette de 9 ans, a été emportée par l'eau du côté d'Ankadindramamy. Son corps n'a toujours pas été retrouvé.

*Au micro de la **Radio ANTSIVA**, les membres de la famille de l'enfant défunte a critiqué le manque d'équipement des pompiers. Après les fouilles infructueuses, les riverains ont procédé aux rituels traditionnels, sans grand succès. D'après la chaîne, la CUA comme le pouvoir central sont pleinement responsables. Ils ont un manque d'anticipation et auraient dû préalablement trouver les moyens d'éviter les inondations ou glissements de terrain. L'Institut et Observatoire géophysique d'Antananarivo (IOGA) déplore la putréfaction des rochers à Ampahamarinana, à Ambohipo, à Sabotsy-Nahamena et à Avaratr'Ankatso. Rivah Razafimahefa du IOGA décourage fortement la construction d'habitation sur ces rochers surtout avec la persistance de la pluie.*

FORTES TENSIONS AU SEIN DE LA COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Malgré le dialogue entre la mairesse de la capitale et les employés de la CUA, suite à la grève observée par ces derniers qui dure depuis plus d'une semaine, les 212 employés en ECD de la CUA se disent insatisfaits de la solution proposée par l'exécutif de la CUA à l'issue du dialogue. Rappelons que la CUA a décidé que les contrats de travail de ces employés à courte durée seront prolongés de 3 mois. Appuyé par le syndicat, ils lancent un ultimatum de 48 heures à l'exécutif de la CUA pour résoudre le problème de ces employés de courte durée, annuler le contrat de gestion de parking conclu avec l'Easy Park et améliorer leurs conditions de travail, faute de quoi leur mouvement s'intensifiera. Le 2^{ème} adjoint au maire de la CUA, Julien Andriamorasata, a réagi à cet ultimatum. Selon lui, cette initiative de quelques employés de la CUA est une manœuvre de déstabilisation, non seulement envers la commune, mais surtout envers l'Etat. A son avis, ces syndicalistes ont reçu de l'argent de la part des personnes mal intentionnées. Celui-ci a déjà étudié la question d'intégration des ECD. Concernant la gestion des parkings de la capitale, l'exécutif de la CUA a expliqué que la municipalité a plus de profit en laissant la gestion des parkings à Easy Park.

Au micro d'ANTSIVA, deux ECD expriment leur appréhension. En effet les trois mois d'extension ont débuté en janvier. « Où iront-nous en mars ? » s'insurgent-ils. Ils révèlent d'ailleurs qu'ils ont reçu des menaces d'emprisonnement. Selon les précisions de l'avocat des employés, ils revendiquent un reclassement. Il trouve illogique la démarche de la CUA qui procède au licenciement des ECD alors qu'elle programme ultérieurement des recrutements. Sur VIVA TV, Lalatiana Rakotondrazafy, conseillère municipale, affirme que l'accord entre la CUA et l'Easy Park est illégal car il n'est passé par le conseil municipal. A cet effet, elle compte déposer plainte auprès de la préfecture de la Police, du conseil d'Etat ou auprès du tribunal administratif.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Honorine Ramisarivelo : misa.ramisarivelo@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

